Présidence d'Assimi Goïta : Des réformes pour la souveraineté du Mali Yeah Samaké : Un acteur clé de la promotion du dialogue interreligieux Année 2024 : Une année mouvementée pour l'AIGE

1703

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 06 JANVIER 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Dengue

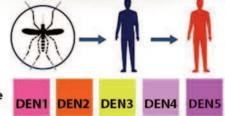
Maladie causée par un virus du genre Flavivirus, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé Aedes aegypti



Piqûre du moustique femelle Aedes aegypti

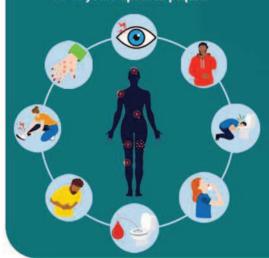


sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation: 4 à 10 jours après la piqûre



Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)

- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- · Forte fatique
- · Eruption cutanée (rash)
- Douleur derriere les yeux

Douleurs musculaires et articulaires

- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales
- (surtout chez les enfants)
- Durée: 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

DENGUE CLASSIQUE

- Symptomes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires

- · Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- · Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

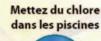
BONS CONSEILS PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Éviter l'eau stagnante







Utilisez un spray anti-moustique

Faites vous vacciner contre la dengue*

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déja infectées par la maladie



● ● MALIKILÉ Sensibilisation

Sommaire «







	m	o	-/-
-	ш	u	1



P. 4

Spécial /





Malikilé

Votre journal numérique, vous souhaite une Bonne et Heureuse Année **20 25**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –

Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com
Site Web: www.malikile.com
Contacts: +223 70 44 22 23

Gérant: Moctar Sow

Redacteur en Chef:

 Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar

Service Commercial: Youssouf DiarraSecrétariat: Fatou Sissoko

MALIKILÉ - N°1703 du 06/01/2025 Quotidien d'information et de communication



Général de Division Abdoulaye MAIGA

L'homme de l'année 2024

ommé à la tête du gouvernement, le 20 novembre 2024, après le limogeage de Dr Choguel Kokalla Maiga, le général de division Abdoulaye Maiga, cette nomination a été accueillie en pompe par la société civile et la classe politique. Ceux-ci estiment qu'il est l'homme idéal pour conduire l'action du gouvernement qui sera sanctionnée inéluctablement par l'organisation d'élections justes, crédibles et inclusives. Le Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maiga est incontestablement considéré par les esprits éclairés comme étant l'homme de l'année 2024. Depuis sa nomination, il ne cesse de

multiplier les initiatives pour poser les jalons d'une gouvernance vertueuse.

Une semaine après sa nomination, il a invité les membres de son équipage à s'approprier les règles, procédures et principes fondamentaux du travail gouvernemental, les grandes lignes de l'action gouvernementale et du Plan d'Action du Gouvernement (PAG).

Très prompt et proactif, une semaine après sa nomination, le patron de l'administration soucieux d'alléger la souffrance de ses concitoyens, le général de Division, Abdoulaye Maiga a pris son bâton de pèlerin pour se rendre à l'Énergie du Mali (EDM) afin de trouver une solution pérenne à la crise énergétique qui reste le talon d'Achille du gouvernement. Dans la continuité de cette action, il a rencontré le lundi 16 décembre 2024, les représentants des travailleurs de la société Énergie du Mali (EDM-SA), du Groupement des Professionnels du Pétrole, du Groupement Malien des Professionnels du Pétrole, de l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers, de l'Association des Consommateurs du Mali, de la Direction nationale de l'Énergie, de la Commission de Régulation de

UNE

l'Électricité et de l'Eau, ainsi que le Président Directeur Général de Star Oil Group. Les discussions ont porté notamment sur la nécessité du cantonnement des dettes bancaires des fournisseurs de carburant, l'examen des possibilités d'obtention d'un prix de combustible plus avantageux, l'élaboration par EDM-SA d'un plan de réduction des charges, l'éventualité de la mise en place d'un système de fuel management pour une meilleure séparation des responsabilités, la constitution d'un stock national de sécurité, l'examen de la possibilité d'augmenter les tarifs pour les industriels et les grands comptes, la mise en route des centrales en panne, la restauration de la trésorerie d'EDM-SA à travers une meilleure maîtrise des recettes et la mobilisation immédiate de 20 milliards de FCFA pour l'achat de combustible.

Le Chef du gouvernement a précisé que cette crise énergétique n'est pas seulement une question commerciale mais également une problématique sécuritaire. Par conséquent, sa résolution devra respecter strictement les trois principes fondamentaux édictés par le Président de la Transition. Son Excellence le Géné-

ral d'Armée Assimi Goïta.Le plan d'action élaboré sera soumis à l'appréciation du Chef de l'État afin de recueillir ses directives pour la mise en œuvre effective. Le Chef de l'État a remis au Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maiga lors du Conseil des Ministres inaugural la lettre qui comporte plusieurs domaines : la défense et la sécurité. la poursuite des réformes, notamment le secteur de la Justice pour renforcer la lutte contre la corruption, la poursuite des réformes politiques et institutionnelles, la satisfaction des besoins élémentaires des populations grâce à une économie forte. l'amélioration de la couverture sanitaire et le développement d'un système de solidarité nationale, l'amélioration du système éducatif et l'emploi, notamment des jeunes, l'apaisement du climat social, le renforcement de la diplomatie pour défendre les intérêts nationaux, raffermir les relations de coopération avec les partenaires respectueux de notre souveraineté, la protection des Maliens établis à l'extérieur, et la mise en œuvre diligente de la feuille de route de la Confédération des États du Sahel (AES), la création des conditions en vue d'élections

transparentes et apaisées qui mettront un terme à la Transition. Il a fait savoir que dans l'exécution de leur mission, il sollicite l'accompagnement de tout le peuple malien, sans aucune exclusion, en particulier pour la réalisation de l'union sacrée régulièrement prônée par le Chef de l'État, dont les allocutions se terminent toujours par l'expression : « Ensemble, nous ferons le Malikura ». Clairvoyant et ambitieux, le Premier ministre, général de division Abdoulaye Maiga a décidé d'allouer les 2/3 de ses fonds de souveraineté à des actions de bienfaisance. Une première de la part d'un chef de gouvernement que toute la population a vivement appréciée. Le mardi 24 décembre 2024 fera date dans l'histoire de notre pays. Le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a procédé à la cérémonie de baptême de l'avenue CEDEAO, de Kalaban Coura, qui porte désormais le nom de la Confédération des États du Sahel. Cette cérémonie a également marqué le baptême d'une trentaine de voies, places et établissements publics dans le District de Bamako, en remplacement





de noms tels que l'Avenue de l'Artois, l'Avenue de la Marne ou encore la Rue Archinard, qui n'évoquent rien dans la mémoire collective malienne. De nombreuses voies et édifices publics de Bamako glorifiaient jusqu'à présent des figures et événements liés à la période coloniale, au détriment des héros nationaux. Ce changement s'inscrit dans le cadre du Décret du 13 décembre 2024, portant dénomination de voies, places et établissements publics dans le District de Bamako. Désormais, ces lieux honorent des personnalités et références nationales, africaines, panafricaines et même universelles.

Ces hommes et ces femmes, par leurs sacrifices, leurs services exceptionnels, leurs exploits, leurs savoirs et leur engagement, ont marqué l'histoire du Mali et de l'humanité. Pour les autorités de la transition, cet acte incarne une volonté ferme et résolue de réhabiliter notre histoire, de magnifier nos héros et héroïnes, et de renforcer nos valeurs et notre identité nationale. Tous les panafricains ont salué cette initiative qui sera un tremplin pour prouver à l'opinion nationale et internationale que le Mali est une terre d'histoire. Comme si cela ne suffisait pas, il a rencontré tous les acteurs de la classe politique tout en les rassurant de sa volonté d'aller vers l'organisation d'une élection présidentielle qui permettra le retour à l'ordre constitutionnel interrompu à la suite du coup d'état survenu le 18 août 2020.

La démarche méthodique et stratégique a permis aux acteurs politiques d'accorder leur soutien à la transition qui est en train de poser les jalons d'une gouvernance de rupture tout en mettant l'intérêt général de la nation au cœur des actions. Au regard de toutes les actions lumineuses posées par le Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maiga, tout porte à croire qu'il est l'homme de la si-

tuation pour conduire le bateau malien à bon port qui avait dans un passé récent tangué mais sans chavirer. La désignation de cet homme de poigne comme Homme de l'année 2024 n'est que la reconnaissance du mérite de ce commis de la nation.

Ibrahim Sanogo



Gouvernement du Mali

AUDIENCE À LA PRÉSIDENCE DU NIGER
Le Premier ministre, ministre de l'Administration
territoriale et de la Décentralisation, le Général de
division Abdoulaye Maïga, a bouclé sa visite de travail de trois jours
au Niger. Avant son retour, le Général de division Abdoulaye Maïga,
accompagné du Premier ministre, ministre de l'Économie et des Finances du Niger, Ali Mahaman Lamine Zeine, et du Premier ministre
du Burkina Faso, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a été reçu en
audience par le Président du Conseil national pour la sauvegarde de
la patrie (CNSP), chef de l'État du Niger, le Général de brigade Abdourahamane Tiani, au Palais de la présidence.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, et de la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Diarra Djénéba Sanogo, ainsi que de l'Ambassadeur du Mali au Niger, Younoussa Barazi Maïga, des membres du gouvernement du Burkina Faso et de plusieurs membres du gouvernement du Niger, dont le ministre d'État, ministre de la Défense nationale, le Général de Corps d'Armée Salifou Mody.

Au cours de l'audience, le Général de brigade Abdourahamane Tiani a donné des conseils et des orientations aux trois Premiers ministres de la Confédération des États du Sahel (AES). CCRP



Miniankakai Sogoba

Mali : Le Général Abdoulaye Maïga nommé
Premier Ministre de transition
Le gouvernement de transition du Mali a désigné le

général Abdoulaye Maïga comme nouveau Premier Ministre, succédant ainsi à Choguel Maïga, révoqué avec son gouvernement. Cette nomination, annoncée jeudi, intervient dans un contexte de réajustements politiques au sein du pays, qui cherche à renforcer la stabilité et la gouvernance pendant cette période de transition.

Abdoulaye Maïga, jusque-là vice-Premier ministre, porte-parole du

gouvernement et ministre de l'Administration territoriale, assume désormais la direction du gouvernement malien. Son parcours au sein de l'exécutif est marqué par son implication dans les affaires administratives et son rôle central dans la communication gouvernementale, des atouts qui viennent renforcer sa légitimité à occuper ce poste crucial.

En 2022, il avait déjà pris la tête du gouvernement en tant que Premier ministre par intérim, lorsque son prédécesseur, Choguel Maïga, avait été contraint à l'hospitalisation suite à un AVC. Cette expérience précédente lui confère une familiarité avec les défis du poste et témoigne de la confiance accordée par les autorités de transition.

Ce changement à la tête du gouvernement vise à garder l'elan de la politique de souveraineté du Mali, en s'appuyant sur un dirigeant ayant démontré sa capacité à s'engagement derrière derrière la vision du Président Assimi Goïta.

Relayé parBina Sogoba



#Mali : Abdoulaye Maïga prend officiellement les rênes de la Primature

Le Mali a entamé un nouveau chapitre de sa vie politique ce vendredi 22 novembre, avec la passation de service entre Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre sortant, et son successeur, le général de division Abdoulaye Maïga. La cérémonie s'est déroulée dans les locaux de la Primature en présence du directeur de cabinet adjoint par intérim, Youssouf Sanogo, dans une atmosphère marquée par le respect et le professionnalisme.

Choguel Kokalla Maïga, limogé mercredi par le président de la transition malienne, le général Assimi Goïta, a adressé des mots d'encouragement à son successeur. « Vous connaissez déjà le fonctionnement de la machine. Je vous remercie et vous souhaite bon courage », a-t-il déclaré, illustrant une transition harmonieuse. Le général Abdoulaye Maïga, nommé Premier ministre jeudi, avait déjà assuré l'intérim de son prédécesseur en 2022, lors de son hospitalisation. En prenant ses fonctions, il a rapidement formé un gouvernement de 28 membres, avec un décret présidentiel diffusé à la télévision nationale. Ce remaniement a vu le départ de sept ministres, tout en conservant une forte représentation militaire à des postes stratégiques. Le Général Sadio Camara reste ministre de la Défense,

tandis que le Général Daoud Aly Mohammedine conserve le portefeuille de la Sécurité.

Parmi les 28 membres, trois femmes figurent dans cette nouvelle équipe, dont le Colonel Assa Badiallo Touré, nommée ministre de la Santé. Abdoulaye Diop, quant à lui, continue à diriger les Affaires étrangères..

Le nouveau gouvernement devra relever d'importants défis, notamment la lutte contre l'insécurité, le renforcement de l'administration publique et la poursuite du processus de transition politique. Ce remaniement, bien que stratégique, sera scruté de près par les citoyens et la communauté internationale. Le général Abdoulaye Maïga est désormais au centre des attentes pour stabiliser le pays et le conduire vers un horizon meilleur.

Relayé parBinabal enfant de Ségou



Primature du Mali



« VOUS ÊTES L'ESPOIR DE LA NATION »

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a rencontré ce jeudi 26 décembre 2024 les associations et groupements de jeunes du Mali. Dans le cadre de la mise en œuvre de la lettre de cadrage, la jeunesse occupe une place centrale en raison de son rôle et de ses responsabilités dans la construction du Mali d'aujourd'hui et de demain. À cet effet, le Premier ministre a invité la jeunesse malienne à soutenir le gouvernement de la Transition dans la réalisation des objectifs fixés par le Président de la Transition. Cette lettre de cadrage constitue désormais le guide de l'action gouvernementale.

« Rien de durable, de pérenne, ne peut être entrepris sans les jeunes, qui sont à la fois les acteurs, les soldats et les bénéficiaires du changement », a déclaré le Premier ministre.

Il s'est également adressé aux jeunes au sujet de la situation sécuritaire, les exhortant avec fermeté à ne pas céder aux tentations des groupes ennemis qui intensifient actuellement leurs campagnes de recrutement.

CCRP





LES COORDINATEURS ET CHEFS DE QUARTIERS DE BAMAKO À L'ÉCOLITE DU PREMIER MINISTRE

Les Coordinateurs et Chefs de Quartiers de Bamako ont été reçus ce jeudi 26 décembre 2024 par le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga. Cette rencontre, placée sous le signe du respect et de la considération, avait pour objectif d'établir un premier contact et de solliciter leur participation active à la mise en œuvre des axes stratégiques de la lettre de cadrage, en valorisant le rôle central des légitimités traditionnelles, notamment celui des Chefs de Quartiers. Le porte-parole de la délégation Seydou Sangaré a réaffirmé, au nom de ses pairs, leur engagement à continuer de jouer pleinement leur rôle de régulateurs sociaux pour l'apaisement du climat social et de gardiens des valeurs traditionnelles et patriotiques de la nation.

« Le Gouvernement est conscient que la mise en œuvre effective des priorités nationales nécessite une synergie entre toutes les forces vives et les ressources du pays, » a souligné le Premier ministre. Dans cette perspective, il a sollicité l'accompagnement des Chefs de Quartiers, qu'il considère comme des « relais des plus Hautes Autorités, » afin de contribuer à la préservation de la paix sociale.

Le Chef du Gouvernement a également échangé avec ses hôtes sur la valorisation des légitimités traditionnelles, en mettant en exergue le projet de création d'un Conseil National des Légitimités Traditionnelles. Par ailleurs, des discussions ont porté sur les enjeux actuels et les défis socio-économiques et sécuritaires auxquels le Mali est confronté.

CCRP



EDM : RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE POUR LA SORTIE DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a rencontré pour la deuxième fois, ce lundi 16 décembre 2024, les représentants des travailleurs de la société Énergie du Mali (EDM-SA), du Groupement des Professionnels du Pétrole, du Groupement Malien des Professionnels du Pétrole, de l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers, de l'Association des Consommateurs du Mali, de la Direction nationale de l'Énergie, de la Commission de Régulation de l'Électricité et de l'Eau, ainsi que le Président Directeur Général de Star Oil Group.

Cette réunion visait à examiner l'état de mise en œuvre des instructions données par le Chef du gouvernement lors de la précédente rencontre tenue le 5 décembre 2024. Les discussions ont porté notamment sur la nécessité du cantonnement des dettes bancaires des fournisseurs de carburant, l'examen des possibilités d'obtention d'un prix de combustible plus avantageux, l'élaboration par EDM-SA d'un plan de réduction des charges, l'éventualité de la mise en place d'un système de fuel management pour une meilleure séparation des responsabilités, la constitution d'un stock national de sécurité, l'examen de la possibilité d'augmenter les tarifs pour les industriels et les grands comptes, la mise en route des centrales en panne, la restauration de la trésorerie d'EDM-SA à travers une meilleure maîtrise des recettes et la mobilisation immédiate de 20 milliards de FCFA pour l'achat de combustible. À l'issue de la réunion, le Premier ministre s'est dit satisfait des échanges participatifs et inclusifs qui ont permis d'élaborer un projet de plan d'action à court, moyen et long termes, salué par tous les participants. Il a souligné, avec fermeté, que « notre pays ne doit plus jamais connaître une crise similaire ».

Le Chef du gouvernement a précisé que cette crise énergétique n'est pas seulement une question commerciale mais également une problématique sécuritaire. Par conséquent, sa résolution devra respecter strictement les trois principes fondamentaux édictés par le Président de la Transition, Son Excellence le Général d'Armée Assimi Goïta. Le plan d'action élaboré sera soumis à l'appréciation du Chef de l'État afin de recueillir ses directives pour la mise en œuvre effective. CCRP



AMITIÉ MALI-CHINE : LE PREMIER MINISTRE REÇOIT L'AMBASSADEUR CHEN 7HIHONG

Le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a reçu en audience, ce vendredi 13 décembre 2024, Son Excellence CHEN Zhihong, Ambassadeur de la République populaire de Chine au Mali. Cette visite de courtoisie s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre la Chine et le Mali, un partenariat élevé au niveau stratégique lors de la rencontre entre le Président de la Transition, Chef de l'État, le Général d'armée Assimi GOÏTA, et le Président chinois Xi JINPING.

Lors de cet entretien, l'Ambassadeur CHEN a souligné l'excellence des relations sino-maliennes, vieilles de 64 ans, qui ne cessent de se renforcer. Il a exprimé la reconnaissance de la Chine aux autorités maliennes pour leur soutien constant en faveur de la souveraineté d'une seule Chine.

S.E. CHEN a insisté sur le fait que l'élévation du partenariat au niveau stratégique illustre la volonté des deux chefs d'État de renforcer les liens historiques qui unissent leurs pays. Il a également souligné l'intérêt croissant des investisseurs chinois pour le Mali, tout en affirmant que l'Ambassade s'efforce de veiller au respect des lois, des réglementations et des coutumes maliennes. En retour, il a demandé le soutien des autorités maliennes pour garantir la sécurité des ressortissants chinois au Mali.

Le Premier ministre, Chef du gouvernement, a, à son tour, salué l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre les deux nations. Il a rappelé la position constante du Mali, les défis sécuritaires à relever, et l'importance de maintenir la dynamique du partenariat. Pragmatique, il a souligné la nécessité que les engagements pris dans le cadre du « partenariat stratégique » soient suivis d'effets concrets. Il a plaidé pour un partenariat gagnant-gagnant qui défende les intérêts des deux États.

Le Chef du gouvernement a remercié l'Ambassadeur pour la politique de « non-ingérence » prônée par la Chine dans les affaires internes des autres pays. Il a également dénoncé la désinformation visant le Mali, orchestrée par les mêmes acteurs qui sèment la terreur sur le plan sécuritaire.

Enfin, il a mis en avant le fait que de nombreux Maliens se forment

en Chine dans divers domaines, un signe tangible de la dynamique positive du partenariat entre les deux nations.

La rencontre s'est achevée sur une note d'espoir, avec une volonté commune des deux parties d'avancer rapidement dans cette coopération stratégique.

CCRP



LE PREMIER MINISTRE RENCONTRE LA PRESSE MALIENNE « NOUS SOMMES EN DÉMOCRATIE »

Le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a tenu une rencontre, ce jeudi 12 décembre 2024, avec les acteurs de la presse malienne. Cette première rencontre entre le Chef du gouvernement et la presse avait pour objectif d'établir un cadre de discussions franches et ouvertes.

Dans son intervention, le Président de la Maison de la Presse, Bandiougou Danté, a abordé trois points principaux. Le premier concerne la liberté de la presse en période de crise, notamment les enlèvements, les assassinats de journalistes et les décisions de fermeture de certains médias. Le deuxième porte sur la relecture des textes régissant l'aide à la presse, avec un accent sur le renforcement des capacités des journalistes et la finalisation des projets en cours depuis 2021. Le troisième point traite de l'aide à la presse, qui ne doit pas se limiter à un simple soutien financier mais inclure aussi la formation, l'accompagnement et la facilitation de l'accès des médias aux services de base.

M. Danté a dénoncé une « mauvaise campagne de communication » autour de l'aide à la presse. Il a aussi présenté, au nom des journalistes maliens, des excuses sincères à la population burkinabè, qui aurait été offensée par certains propos diffusés sur Joliba TV. Il a sollicité le soutien du Premier ministre pour « La création de conditions favorables à un espace médiatique sain, propice à la liberté d'expression, ainsi que l'octroi d'une aide spéciale conséquente à la presse. »

Le Premier ministre , en réponse a rappelé l'importance de la presse, qu'il a qualifiée de composante essentielle de la société. Il a exhorté les médias à s'unir dans un esprit patriotique, surtout en période de crise, où des moyens considérables sont mobilisés.

Concernant les doléances exprimées par le Président de la Maison de la Presse, le Premier ministre les a jugées légitimes. Il a assuré que le gouvernement déployait d'importants efforts tout en tenant compte des priorités nationales.

Au sujet de la création d'un espace médiatique sain, le Chef du gouvernement a précisé que « Nous sommes en démocratie » et que des voies de recours existent pour traiter les éventuels abus ou manquements. Il a également invité les professionnels des médias à faire preuve de davantage de rigueur et de professionnalisme, tout en favorisant l'auto régulation.

CCRP



Le Soft

Le nouveau Premier ministre, le Général de Division Dr Abdoulaye Maïga, a présenté, ce mercredi 27 novembre 2024, les grandes lignes de la lettre de cadrage du Chef de l'État, le Général d'Armée Assimi Goïta. Ce document stratégique, remis lors du Conseil des ministres inaugural, fixe les priorités du gouvernement de Transition pour les mois à venir.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70442223/Email:ampikile@gmail.com Site:www.malikile.com





SERVICE DE CORRECTION

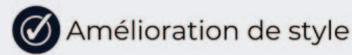
L'écriture parfaite commence ici!

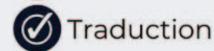


Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



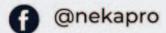






CONTACT

+223 74-44-27-44



www.nekapro.com



Kalaban Coura Rue 202 Porte 149







Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- · 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- · 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT: 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN
(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

Le Dialogue Inter-Maliens: Une initiative saluée par les acteurs religieux et traditionnels



ans le cadre du Dialogue Inter-Maliens prôné par le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État du Mali, une série de rencontres a eu lieu récemment entre les autorités gouvernementales et les représentants des familles fondatrices de Bamako, du Haut Conseil Islamique, de l'Archevêché et de l'Association des Groupements d'Églises et Missions protestantes Évangéliques du Mali.

Le Ministre d'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye MAÏGA, en compagnie du Dr Mahamadou KONE, Ministre des Affaires Religieuses et du Culte, ont été les porte-paroles de cette initiative visant à instaurer un dialogue inclusif et constructif entre les différentes composantes de la société malienne.

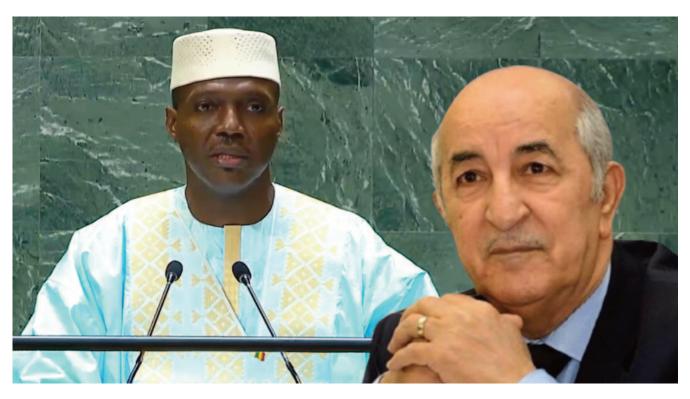
Lors de ces rencontres, les acteurs religieux et traditionnels ont unanimement salué l'engagement du Président de la Transition et du Gouvernement en faveur de la réconciliation nationale. Ils se sont engagés à soutenir pleinement cette démarche et à contribuer à la promotion de la paix et de la sécurité dans le pays.

Les échanges ont été empreints de fraternité et de solidarité, symbolisant la volonté commune de toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour un Mali uni et prospère. Les bénédictions prononcées à la fin des rencontres témoignent de l'espoir partagé par tous pour un avenir meilleur, marqué par la paix, la stabilité et la prospérité pour l'ensemble de la population malienne.

Le Dialogue Inter-Maliens se positionne ainsi comme un premier pas vers une résolution pacifique des conflits et des divisions qui ont affecté le pays ces dernières années. Cette initiative souligne l'importance du dialogue inclusif et du respect mutuel pour surmonter les différences et construire ensemble un avenir harmonieux pour le Mali.

Fatou Sissoko

L'ingérence de l'Algérie au Mali: Le Gouvernement de la Transition dénonce et condamne



e Gouvernement de la Transition du Mali a exprimé sa vive préoccupation face à une série d'actes inamicaux, d'hostilité et d'ingérence dans les affaires intérieures du pays de la part des autorités de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Ces actions sont perçues comme une menace à la sécurité nationale et à la souveraineté du Mali.

Parmi les cas mentionnés et condamnés par le Gouvernement de la Transition, on retrouve notamment l'imposition unilatérale d'un délai de Transition aux autorités maliennes par l'Algérie, l'accueil de citoyens maliens subversifs et poursuivis par la justice malienne pour actes de terrorisme sans consultation préalable, la présence de bureaux représentant des groupes terroristes sur le territoire algérien, le maintien par l'Algérie du régime de sanctions des Nations Unies contre le Mali malgré l'opposition du Mouvement des Non Alignés et de la Fédération de Russie, ainsi que l'implication présumée des autorités algériennes

dans l'introduction d'un chapitre sur le Mali dans un document du sommet du Mouvement des Non Alignés à Kampala, en Ouganda, sans le consentement du Mali.

Le Gouvernement de la Transition souligne une perception erronée des autorités algériennes considérant le Mali comme leur arrière-cour, et appelle l'opinion nationale et internationale à observer cet écart entre les actions hostiles de l'Algérie et sa responsabilité en tant que membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En condamnant fermement ces actions, le Gouvernement de la Transition exige des autorités algériennes de cesser immédiatement leur hostilité. Il rappelle l'importance de comportements responsables et respectueux pour maintenir des relations de bon voisinage basées sur l'empathie et le respect mutuel.

Le Gouvernement de la Transition exprime également sa curiosité quant au sentiment des autorités algériennes si le Mali devait accueillir des représentants du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie au plus haut sommet de l'État, et rappelle les liens séculaires et fraternels qui unissent les peuples malien et algérien.

Cette déclaration du Gouvernement de la Transition met en lumière les tensions actuelles entre le Mali et l'Algérie et souligne l'importance du respect mutuel et de la coopération pour préserver la stabilité et la paix dans la région. Les relations entre le Mali et l'Algérie remontent à la guerre d'Algérie, où le Mali a joué un rôle important en soutenant les Moudjahidines. Le Mali a offert son territoire comme base arrière, participé aux affrontements armés contre le colonisateur français et défendu la cause algérienne dans les instances diplomatiques. Cette solidarité a renforcé les liens entre les deux peuples frères.

Mohamed N'Diaye

Paix et réconciliation au Mali : Des groupes signataires sont poursuivis pour terrorisme



e Gouvernement de la Transition du Mali a récemment partagé avec l'opinion nationale et internationale des informations préoccupantes concernant la situation actuelle dans le pays. En effet, il a été observé un changement de comportement de certains groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, qui ont basculé vers le terrorisme et font désormais l'objet de poursuites judiciaires pour avoir perpétré et revendiqué des actes terroristes.

De plus, le gouvernement a exprimé son mécontentement face à l'incapacité de la médiation internationale à garantir le respect des engagements des groupes armés signataires, malgré les plaintes exprimées par le Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale dans une correspondance adressée aux Autorités de la République Algérienne Démocratique et Populaire, chef de file de la médiation internationale.

Les autorités maliennes ont également condamné des actes hostiles et une manipulation de l'Accord de la part des autorités algériennes, pays chef de file de la médiation, comme indiqué dans un communiqué officiel du Gouvernement de la Transition.

Face à ces faits jugés très graves, le Gouvernement de la Transition a déclaré l'inapplicabilité absolue de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en 2015, et a annoncé sa résiliation immédiate. Néanmoins, il a affirmé sa détermination à poursuivre les efforts en vue d'une résolution pacifique de la crise malienne, en tirant des enseignements des accords précédents et en consolidant les progrès réalisés.

Le gouvernement encourage tous les groupes signataires non impliqués dans le terrorisme, ainsi que les partenaires du Mali, à s'engager dans un dialogue direct inter-malien ouvert à tous les citoyens désireux de paix, tel que souligné par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, le 31 Décembre 2023.

Le Gouvernement de la Transition appelle à renforcer la cohésion nationale, à promouvoir le dialogue et la paix, et invite les Maliens à œuvrer ensemble pour le bien-être et la stabilité du pays. Que Dieu bénisse le Mali et protège ses habitants.

Karamoko B Keita



Retrait des États du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO: Une décision souveraine en réponse à la désillusion

e 28 mai 1975, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a vu le jour sous l'impulsion des Chefs d'État de la Haute Volta (actuel Burkina Faso), du Mali et du Niger, animés par des idéaux nobles tels que la fraternité, la solidarité, l'entraide, la paix et le développement. Près de cinq décennies plus tard, une décision historique est annoncée : le retrait immédiat de ces mêmes États de l'organisation régionale.

Les Excellences Le Capitaine Ibrahim Traoré, Le Colonel Assimi Goita et Le Général de Brigade Abdourahamane Tiani prennent cette décision en réponse à ce qu'ils perçoivent comme un éloignement des valeurs fondatrices de la CEDEAO et du panafricanisme. Les vaillants peuples du Burkina Faso, du Mali et du Niger expriment leur regret, leur amertume et leur déception face à une organisation régionale qui, selon eux, a trahi ses principes initiaux.

La principale critique formulée à l'égard de la CEDEAO concerne son incapacité à soutenir efficacement les États membres dans leur lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Les dirigeants des trois pays estiment que l'organisation a adopté une position injuste en imposant des sanctions jugées illégales, illégitimes, inhumaines et irresponsables, fragilisant davantage des populations déjà éprouvées par des années de violences perpétrées par des groupes terroristes.

Ainsi, les Chefs d'État du Burkina Faso, du Mali et du Niger prennent leurs responsabilités historiques en décidant souverainement de se retirer de la CEDEAO. Cette décision, motivée par le désir de répondre aux attentes, préoccupations et aspirations de leurs concitoyens, marque un tournant majeur dans les relations entre ces pays et l'organisation régionale.

Il reste à voir quelles seront les conséquences de ce retrait sur la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest et comment les États concernés envisagent de poursuivre leur coopération régionale à l'avenir. Une chose est certaine : cette décision historique ne manquera pas de susciter des réactions et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'intégration et la coopération entre les États de la sous-région.

Arouna Sidibé

Bakou en République d'Azerbaidjan: Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Mouvement des Non-Alignés sur la reprise post-Covid 19



e 2 mars 2023, s'est tenu à Bakou, en Azerbaïdjan, le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Mouvement des Non-Alignés (NAM) sur la reprise post-Covid 19. Cet événement d'ampleur internationale a été l'occasion pour plus de 70 pays et organisations internationales de se réunir et

d'échanger sur les défis et opportunités liés à la sortie de la pandémie de Covid-19.

Le Colonel Abdoulaye Maïga, Ministre d'État, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Mali, Porte-parole du Gouvernement, a eu l'honneur de représenter Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali, à cette importante réunion. Lors de son intervention, le Colonel Maïga a félicité les autorités azerbaïdjanaises et réitéré le soutien du Mali au Mouvement des Non-alignés.

Le Président de la République d'Azerbaïdjan, Son Excellence Monsieur Ilhem ALIYEV, qui as-

sure la présidence du NAM depuis 2019, a proposé d'établir le siège du Mouvement dans son pays. Il a également mis en avant la nécessité de réformer le Conseil de sécurité des Nations Unies, soulignant son caractère obsolète et inefficace. De plus, il a insisté sur le respect de la souveraineté des États et critiqué le rôle négatif de la France en Afrique.

Dans le cadre des échanges bilatéraux, le Colonel Abdoulaye Maïga a rencontré plusieurs Chefs de délégation, dont le Premier ministre de l'Algérie, le Ministre des Affaires étrangères de la Gambie, le Ministre de la Santé du Tchad et le Vice-ministre de la Coopération du Burkina Faso. Le Mali, représentant le Groupe africain, assure actuellement la Vice-présidence du NAM.

Le document final issu du Sommet, intitulé "Appel global pour l'action : soutenir la reprise post-pandémique dans les pays africains", met en avant l'importance de soutenir les efforts des États africains pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. À cet effet, un Fonds



d'appui a été créé, avec un premier don d'un million de dollars de la part de l'Azerbaïdjan en sa qualité de Président du NAM.

Ce Sommet historique a permis aux membres du Mouvement des Non-alignés de faire le bilan de la pandémie, d'échanger sur les mesures prises pour y faire face, et de souligner l'importance de la solidarité entre les nations dans la période de reprise post-Covid 19.

Arouna Sidibé



Ouagadougou : Colonel Abdoulaye Maiga représente le Mali à la réunion des Ministres de l'Alliance des Etats du Sahel



e Colonel Abdoulaye Maïga, Ministre d'État. Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-Parole du Gouvernement, a pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion des Ministres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui s'est tenue à Ouagadougou le 15 février 2024.

Dans son allocution, le Colonel Abdoulaye Maïga a débuté en transmettant les salutations cordiales et fraternelles de la délégation du Mali, exprimant ainsi ses sincères remerciements au Gouvernement du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et les facilités offertes depuis leur arrivée à Ouagadougou, capitale de l'Alliance des Etats du Sahel.

Il a souligné l'honneur du Mali de participer à cette réunion cruciale des Ministres de l'Alliance des Etats du Sahel, mettant en lumière le moment charnière que traversent les trois États, sous la direction éclairée de Leurs Excellences Le Capitaine Ibrahim Traoré, Président de la Transition et Chef de l'État du Burkina Faso, ainsi que Le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État de la République.

Cette rencontre revêt une importance capitale dans le contexte actuel de la région sahélienne, marquée par des défis sécuritaires et socio-économiques majeurs. Les Ministres présents ont eu l'opportunité d'échanger sur les moyens de renforcer la coopération entre les États membres de l'Alliance des États du Sahel pour faire face aux menaces sécuritaires qui pèsent sur la région et œuvrer ensemble pour le développement et la stabilité.

Le discours du Colonel Abdoulaye Maïga a mis en avant l'engagement du Mali et des autres États sahéliens à travailler de concert pour relever ces défis communs et à consolider les liens de solidarité et de coopération au sein de l'Alliance des Etats du Sahel.

Cette réunion a ainsi permis de poser les bases d'une collaboration renforcée et d'actions concertées visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable dans la région sahélienne, témoignant de la volonté des États membres de l'Alliance des Etats du Sahel de faire face ensemble aux enjeux cruciaux qui se posent à eux.

Arouna Sidibé

Année 2024 : Une année mouvementée pour l'AIGE



'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) a vécu une année 2024 intense, marquée par divers événements et activités cruciales pour le processus électoral au Mali.

Révision des listes électorales et modification de la Loi électorale

La réunion de la Commission paritaire MATD/AIGE pour la Révision Annuelle des Listes Électorales (RALE) a été un moment clé en 2024. Sous la direction du Ministre Délégué chargé des Réformes Politiques et du Soutien au Processus Electoral, Mamani NASSIRE, cette réunion s'est tenue le 31 décembre à la Primature. Les discussions ont principalement porté sur l'ordonnance modifiant la Loi électorale et la RALE. La présence du Secrétaire Général de l'AIGE, le Colonel Boussourou DRAME, a été remarquée.

Renforcement des capacités des coordinations de Sikasso

Dans un souci d'amélioration continue, l'AIGE a lancé une session de formation destinée aux coordinations de la région de Sikasso. Initiée par le Conseiller aux Affaires Administratives et Juridiques du Gouverneur de Sikasso, Amadou SOUMARE, cette session a réuni 135 membres de coordinations. Les modules abordés portaient sur la Centralisation des Résultats des Scrutins et le Cadre de Concertation entre l'AIGE et divers acteurs tels que les partis politiques, les organisations de la société civile et l'Administration. L'importance de renforcer les capacités pour une administration électorale professionnelle a été soulignée par

le Commissaire Salia SAMAKÉ, membre du Collège de l'AIGE.

Hommage au Général Sangaré par Me Moustapha Cissé

Enfin, un moment émouvant a marqué l'année avec l'oraison funèbre prononcée par Me Moustapha Cissé en hommage au Général Sangaré. Une prière et des bénédictions ont été adressées au Prophète Mohamed (PSL) et à ses proches, dans un discours épidictique de l'éloge.

L'année 2024 a été riche en événements pour l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections, témoignant de son engagement en faveur d'élections crédibles, transparentes et paisibles au Mali.

Les commissions administratives et l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections :

Les commissions administratives ont pour mission de réviser annuellement les listes électorales, en accord avec la loi électorale. Leur rôle consiste à valider les électeurs potentiels, à effectuer des transferts et à radier les électeurs décédés ou privés de leur droit de vote. Lors des années électorales, l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections supervise ces opérations afin d'assurer leur transparence et leur légitimité.

Yacouba Ongoiba



Lettre de cadrage du nouveau gouvernement : Le premier ministre donne les explications



u cours du Conseil des Ministres inaugural, il a reçu la lettre de cadrage du Chef de l'État qui définit huit domaines prioritaires pour son gouvernement.

Ces huit domaines sont les suivants :

- 1. La défense et la sécurité.
- 2. La poursuite des réformes, en particulier dans le secteur de la Justice pour lutter contre la corruption, ainsi que des réformes politiques et institutionnelles.
- 3. La satisfaction des besoins essentiels de la population grâce à une économie solide.
- 4. L'amélioration de la couverture sanitaire et

le développement d'un système de solidarité nationale.

- 5. L'amélioration du système éducatif et la promotion de l'emploi, en particulier pour les jeunes.
- 6. L'apaisement du climat social.
- 7. Le renforcement de la diplomatie pour défendre les intérêts nationaux et consolider les relations de coopération avec les partenaires respectueux de la souveraineté du Mali, ainsi que la protection des Maliens à l'étranger et la mise en œuvre de la feuille de route de la Confédération des États du Sahel (AES).
- 8. La création des conditions nécessaires pour des élections transparentes et pacifiques,

mettant ainsi fin à la Transition.

Le Gouvernement a été chargé d'élaborer un Plan d'action global pour atteindre ces objectifs de manière professionnelle, conformément aux directives du Chef de l'État. Le Premier ministre et les membres du gouvernement expriment leur engagement à réaliser ces objectifs et sollicitent le soutien de l'ensemble du peuple malien, soulignant l'importance de l'union sacrée prônée par le Chef de l'État pour la réussite de leur mission.

Il a rappelé que la division et la haine ne profitent qu'aux ennemis du Mali, et que le res-

pect des principes de souveraineté, des choix stratégiques et des partenaires du Mali, ainsi que la défense des intérêts vitaux du peuple malien sont au cœur de l'action du gouvernement. La franchise et la loyauté guideront leur démarche pour atteindre ces objectifs communs.

Ensemble, le Mali pourra réaliser le Malikura, mais cette vision nécessite l'unité et la coopération de tous les citoyens pour garantir le succès des efforts entrepris. Le discours que vous avez mentionné met en avant la priorité accordée à l'amélioration de la situation sécuritaire au Mali, en soulignant l'importance

de la récupération de l'intégrité du territoire national sous le leadership du Chef de l'État. Il est clairement indiqué que, en cas d'arbitrage budgétaire, la sécurité sera la priorité absolue, même si cela peut entraîner des retards dans d'autres domaines d'action.

Le gouvernement envisage également de prendre des mesures pour réduire le train de vie de l'État, et il est loué la décision du Président de la Transition d'allouer une grande partie de ses fonds de souveraineté à des actions de bienfaisance, une initiative à laquelle l'auteur du discours souhaite contribuer en faisant de même. Le discours se termine sur une note de reconnaissance envers la résilience du peuple malien et en hommage aux victimes de l'insécurité, avec une prière pour que Dieu bénisse le Mali et protège ses habitants.

Il est important de souligner l'engagement en faveur de la sécurité nationale, la solidarité envers les actions sociales et humanitaires, ainsi que la reconnaissance de la souffrance des populations touchées par l'insécurité. Le discours met en avant des valeurs de solidarité, de résilience et de dévouement envers le bien-être du pays et de ses habitants.

Fatou Sissoko





Le Premier ministre Abdoulaye Maiga: Une vision claire pour l'avenir du Mali



n prenant officiellement les rênes de la Primature le vendredi 22 novembre 2024, le nouveau Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maïga, a déjà marqué son empreinte dans la gestion de l'État. Il a organisé des séries de rencontres avec les différentes couches sociales et professionnelles afin de définir le contenu de sa feuille de route, qui comporte huit domaines clés :

- La défense et la sécurité
- La poursuite des réformes, notamment dans le secteur de la Justice pour renforcer la lutte contre la corruption
- La poursuite des réformes politiques et institutionnelles
- La satisfaction des besoins essentiels des populations grâce à une économie solide
- L'amélioration de la couverture sanitaire et le développement d'un système de solidarité nationale
- L'amélioration du système éducatif et de l'emploi, en particulier pour les jeunes
- L'apaisement du climat social
- Le renforcement de la diplomatie pour dé-

fendre les intérêts nationaux, renforcer les relations de coopération avec des partenaires respectueux de notre souveraineté, protéger les Maliens établis à l'étranger, et mettre en œuvre diligemment la feuille de route de la Confédération des États du Sahel (AES) en vue d'élections transparentes et apaisées mettant un terme à la Transition.

Le Premier ministre a sollicité l'accompagnement de l'ensemble du peuple malien, sans exclusion, pour la réalisation de l'union sacrée régulièrement prônée par le Chef de l'État. Il a décidé de contribuer à cet élan en allouant les 2/3 de ses fonds de souveraineté aux œuvres sociales du Président de la Transition.

Dès sa prise de fonction, le Premier ministre, également ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a entamé des visites de prise de contact dans les familles fondatrices de Bamako (famille NIARE à Niarela, famille TOURE à Bagadadji et famille DRAVE à Dravela) pour solliciter leurs bénédictions en faveur de la cohésion entre les Maliens. Il pré-

voit également de rendre visite à des personnalités religieuses telles que le Haut Conseil islamique du Mali (HCI) et l'AGEMPEM (Association des Groupements d'Églises et Missions Protestantes Évangéliques du Mali), qui se sont engagées à l'accompagner en priant pour la stabilité du pays, selon Seid Sherif Madani HAIDARA, président du Haut Conseil islamique du Mali, et Dr Nouh AG Infa YATTARA, délégué général de l'AGEMPEM.

Initiative saluée par l'Église catholique et le Premier ministre

L'archevêque de Bamako, Mgr Robert Cissé, accompagné de son équipe, a salué l'initiative du Premier ministre au nom de l'Église catholique. Il a exprimé son soutien, formulé des prières et des bénédictions pour les autorités, ainsi que pour la paix et la prospérité du pays.

Engagement envers la satisfaction des besoins des Maliens

Le Premier ministre Abdoulaye Maïga, entouré du secteur privé à la chambre de commerce et d'industrie du Mali en présence des ministres de l'industrie, du commerce, de l'économie et des finances, a souligné l'importance de répondre aux besoins essentiels des Maliens. Il a salué la résilience des opérateurs économiques maliens face à l'embargo et a appelé à des stratégies pour satisfaire ces besoins fondamentaux.

Actions pour résoudre la crise énergétique et alimentaire

Le Premier ministre a effectué une visite stratégique à EDM-SA pour aborder la crise énergétique, soulignant son importance pour le développement du pays. Il a encouragé la direction à prendre des mesures proactives pour anticiper la période de pointe du mois de Ramadan. De plus, il a transmis un message d'encouragement de la part du Président de la Transition et a appelé à des solutions novatrices pour surmonter la crise énergétique actuelle.

Une semaine plus tard, le Premier ministre est retourné à l'Énergie du Mali pour évaluer l'application des consignes qu'il avait données.

Un processus de concertation pour sortir de la crise énergétique

Un cadre de concertation a été établi, suivi d'une large consultation impliquant les collaborateurs de l'entreprise afin d'identifier des solutions viables pour surmonter la crise énergétique. La démarche adoptée a été participative : des propositions ont été recueillies à tous les niveaux de l'entreprise. Plus de 600 collaborateurs ont contribué, générant un éventail de solutions, parmi lesquelles :

- Renforcer la production énergétique locale
- Exploiter les opportunités offertes par l'énerque régionale
- Assurer la viabilité financière de l'EDM
- Améliorer la gouvernance et la communication interne
- Élaborer des stratégies à long terme
- Mettre en œuvre des actions immédiates pour stabiliser l'approvisionnement.

Une analyse de l'évolution de l'EDM entre 2004 et 2024 a été réalisée. Bien que la société ait enregistré une croissance de 10 % sur cette période, celle-ci a fortement ralenti ces der-

nières années. Parmi les causes évoquées figurent des difficultés d'approvisionnement, un mix énergétique insuffisant, un déficit structurel persistant et une dépendance accrue aux subventions étatiques.

Renforcement du dialogue social pour la stabilité nationale

Selon le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. le Général de division Abdoulaye Maïga, une rencontre avec les syndicats témoigne de l'importance accordée à la préservation du dialogue social dans un Mali en quête de stabilité. Au cœur des discussions se trouvait le Pacte de stabilité sociale et de croissance économique. Selon M. Yacouba Katilé, ce pacte, parfois mal interprété, constitue néanmoins un levier clé pour garantir la paix sociale et favoriser un développement économique inclusif. Pour la Secrétaire Générale de la Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (CDTM), Mme Simpara Assitan Keïta, elle a réaffirmé sa volonté de maintenir un dialogue constructif avec les autorités, tout en espérant des mesures concrètes pour répondre à ces préoccupations. Le Premier ministre Abdoulaye Maïga a souligné l'importance d'un dialoque franc et inclusif entre l'État et les syndicats pour construire un Mali plus fort et solidaire. Le Président de la CSTM, Hamadoun Amion Guindo, a souligné que ce cadre permet d'initier des échanges constructifs dans le but de trouver des solutions durables, illustrant ainsi l'ouverture et la disponibilité de la confédération.

En ce qui concerne sa rencontre avec la presse malienne, le Premier ministre a rappelé l'importance de la presse, la qualifiant de composante essentielle de la société. Il a exhorté les médias à s'unir dans un esprit patriotique, surtout en période de crise, où des moyens considérables sont mobilisés.

Les Doléances du Président de la Maison de la Presse et la Création d'un Espace Médiatique Sain :

Concernant les doléances exprimées par le Président de la Maison de la Presse, le Premier ministre les a jugées légitimes. Il a assuré que le gouvernement déployait d'importants efforts tout en tenant compte des priorités nationales. En ce qui concerne la création d'un espace médiatique sain, le Chef du gouvernement a souligné que dans une démocratie, des voies de recours existent pour traiter les éventuels abus ou manquements. Il a également





encouragé les professionnels des médias à faire preuve de rigueur et de professionnalisme, tout en favorisant l'autorégulation.

Meilleure Coordination des Actions entre les Institutions de l'État et la Justice :

Du passage de la Cour Suprême à la Cour Constitutionnelle, le Chef du gouvernement a appelé à une meilleure coordination des actions entre les institutions de l'État pour relever les défis actuels. Il a sollicité le soutien de la Cour Suprême et a souligné l'importance de s'approprier la lettre de cadrage, un outil fondamental pour quider les travaux de la Transition. Le Président de la Cour Suprême, Dr Fatoma Thera, a réaffirmé l'engagement de son institution à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour garantir une justice impartiale, crédible et conforme aux principes de bonne gouvernance. De même, le Président de la Cour Constitutionnelle, Amadou Ousmane Touré, a réaffirmé l'engagement de l'institution à collaborer avec loyauté et à soutenir les efforts gouvernementaux, en mettant l'accent sur l'importance d'une justice électorale impartiale, transparente et crédible. Il a souligné la nécessité d'une compréhension

claire des missions de la Cour constitutionnelle et des réformes envisagées pour éviter les crises post-électorales.

Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) :

Le Premier ministre a qualifié le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC), en tant que septième institution de la République et organe d'écoute et de réflexion, comme étant "le plus représentatif de notre société".

Conseil National de Transition (CNT) :

Lors de sa visite au Conseil National de Transition (CNT), le Général de Division Abdoulaye Maïga, accompagné du ministre de la Refondation de l'État chargé des Relations avec les Institutions, Bakary Traoré, a souligné l'importance d'une meilleure coordination des actions entre les institutions de l'État pour répondre aux défis actuels et aux préoccupations des populations. Il a sollicité le soutien et l'accompagnement du Président et des membres du CNT dans l'accomplissement de leurs missions. Le Président du CNT a assuré de son

plein soutien et de sa disponibilité pour œuvrer en faveur du Mali et de ses citoyens.

Renforcer la démocratie à travers des élections transparentes et inclusives

Lors de sa récente réunion avec le président et les membres de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), le Premier ministre et ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de division Abdoulaye Maïga, a exprimé sa reconnaissance envers l'AIGE pour ses réalisations. Il a souligné l'importance de l'axe 8 de la lettre de cadrage du Gouvernement, qui vise à établir les conditions nécessaires pour des élections transparentes, inclusives et pacifiques, marquant ainsi la fin de la Transition. Le Premier ministre a assuré que le Gouvernement avancerait rapidement tout en restant prudent : "Le gouvernement s'efforcera d'agir rapidement, mais sans précipitation", a-t-il déclaré.

Engagement envers les femmes et les jeunes pour une transition réussie

Une réunion significative avec des groupements de femmes maliennes, considérées

comme des actrices clés du pays, avait pour objectif de renforcer les progrès réalisés et de poursuivre les réformes en cours, conformément aux attentes exprimées lors des Assises Nationales de la Refondation et du Dialogue Inter-Maliens. Le Premier ministre a souligné l'importance cruciale des femmes et des jeunes dans les priorités du Gouvernement. Il a mis en avant la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre et la consolidation des avancées dans le domaine du développement social. Dans le secteur agricole, 15 % des terres aménagées sont réservées aux femmes et aux jeunes dans les zones agricoles pour encourager les activités génératrices de revenus. Le Premier ministre a appelé toutes les femmes maliennes à soutenir la mise en œuvre des huit composantes de la lettre de cadrage, soulignant leur rôle crucial dans la réussite de la Transition et la construction d'un Mali pacifigue et prospère. La Présidente de la Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali (CAFO), Mme Kouyaté Goundo Sissoko, a exprimé sa reconnaissance pour les efforts déployés par les autorités de la Transition, tout en insistant sur la nécessité d'une plus grande

intégration des femmes dans les processus de médiation, de dialogue et de paix.

Elle a souligné que "les femmes maliennes sont des médiatrices naturelles" et a plaidé en faveur de l'adoption de mesures spécifiques pour renforcer leur autonomie. Ces mesures comprennent le renforcement des droits des femmes, l'accès à l'autonomie économique, une participation accrue à la gouvernance avec une représentation équilibrée, ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).

Rencontre avec les Coordinateurs et Chefs de Quartiers de Bamako

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a organisé une réunion avec les Coordinateurs et Chefs de Quartiers de Bamako, placée sous le signe du respect et de la considération. L'objectif était d'établir un premier contact et de solliciter leur participation active à la mise en œuvre des axes stratégiques de la lettre de cadrage, en mettant en valeur le rôle central des légitimités traditionnelles, notamment celui des Chefs de

Quartiers. "Le Gouvernement est conscient que la mise en œuvre effective des priorités nationales nécessite une synergie entre toutes les forces vives et les ressources du pays," a souligné le Premier ministre. Il a donc demandé le soutien des Chefs de Quartiers, qu'il considère comme des "relais des plus Hautes Autorités," pour contribuer à la préservation de la paix sociale. Le Chef du Gouvernement a également discuté avec ses hôtes de la valorisation des légitimités traditionnelles, en mettant en avant le projet de création d'un Conseil National des Légitimités Traditionnelles. Les discussions ont également abordé les enjeux actuels et les défis socio-économiques et sécuritaires auxquels le Mali est confronté. Le porte-parole de la délégation, Seydou Sangaré, a réaffirmé, au nom de ses pairs, leur engagement à continuer de jouer pleinement leur rôle de régulateurs sociaux pour apaiser le climat social et préserver les valeurs traditionnelles et patriotiques de la nation.

Bokoum Abdoul Momini



Présidence d'Assimi Goïta: Des réformes pour la souveraineté du Mali



e Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, a récemment accordé une audience au PDG de la société chinoise Ganfeng, chargée de la mise en œuvre du projet de la mine de lithium de Goulamina à Bougouni. Cette rencontre, qui s'est déroulée le 15 décembre 2024, a été l'occasion pour le Directeur général de Ganfeng de présenter au Chef de l'État un plan de travail pour les cinq prochaines années. Les ministres de l'Économie et des Finances, de l'Énergie et de l'Eau pour la partie malienne, ainsi que l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Mali et le Directeur général de la société de lithium du Mali pour la partie chinoise étaient également présents.

Le Président Goïta a exprimé ses félicitations aux responsables de Ganfeng pour leur engagement dans la réalisation du projet de la mine de lithium de Goulamina. Il a également encouragé la société chinoise à promouvoir une exploitation responsable des ressources naturelles, créant ainsi des emplois et des bénéfices pour les communautés locales et le Mali dans son ensemble.

Le 15 décembre 2024, le Président de la Transition a inauguré l'usine de lithium de Goulamina, à 65 km de Bougouni. Cette inauguration, qui s'est déroulée dans une ambiance festive et en présence d'une forte mobilisation populaire, souligne l'importance stratégique de ce projet pour l'économie nationale et le bien-être des populations locales.

La cérémonie a rassemblé de hauts responsables du pays, dont le président du Conseil national de Transition, le ministre de l'Économie et des Finances, le ministre des Mines, ainsi que plusieurs membres du gouvernement. Les autorités locales, traditionnelles et des milliers d'habitants ont chaleureusement accueilli le Chef de l'État, témoignant ainsi de leur enthousiasme pour ce projet novateur. L'ambassadeur de Chine au Mali, CHEN Zhihong, et le Président-Directeur général de

Ganfeng, Wang Xiao SHEN, étaient également présents.

Après la visite de la carrière, le processus d'exploitation de la ressource a été expliqué au Chef de l'État, qui a ensuite procédé à la coupure symbolique du ruban. Cette étape marque une avancée significative dans le développement économique du Mali et dans l'utilisation responsable des ressources naturelles du pays.

Le Président de la Transition, SE le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a accordé une interview dans laquelle il a souligné l'importance de la mine de lithium pour le Mali. Il a mis en lumière que ce projet, fruit de réformes profondes dans le secteur minier, représente une avancée significative dans l'exploitation des ressources naturelles du pays. Il s'est exprimé sur sa satisfaction de voir aboutir ce projet de grande envergure, attendu par les Maliens, en particulier la population de Bougouni et des environs.



Cérémonie de remise du rapport annuel 2023 de l'OCLEI au Président de la Transition

Une cérémonie de remise du rapport annuel 2023 de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) au Président de la Transition s'est tenue le vendredi 29 novembre 2024 au Palais de Koulouba. Cette cérémonie a vu la participation du Premier ministre, du Président du Conseil national de Transition, de membres du Gouvernement et du personnel de l'OCLEI. Le Général Assimi GOÏTA a réaffirmé son engagement ferme à combattre l'enrichissement illicite et toutes formes de délinquance économique et financière, soulignant la lutte contre la corruption comme une priorité centrale du Programme d'Action du Gouvernement.

Le Président de la Transition a mis en avant la modernisation de l'administration à travers la digitalisation des services publics, considérée comme un moyen efficace de lutter contre la corruption. Il a également souligné les avancées réalisées telles que l'adoption de la nouvelle Constitution et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption, accompagnées de la création d'outils spécifiques comme le Pôle national économique et financier et l'Agence de Recouvrement et de Gestion des Avoirs Saisis ou

Confisqués.

Le Général GOÏTA a pris en compte les préoccupations soulevées par le Président de l'OCLEI, Dr. Moumouni GUINDO, notamment la baisse des déclarations de biens. Il a souligné que la qualité du développement du pays dépend de la capacité collective à lutter efficacement contre les infractions économiques, tout en soutenant les efforts de l'OCLEI pour instaurer un processus plus efficace de relance des assujettis.

Enfin, Dr. GUINDO a présenté les actions clés menées par l'OCLEI, y compris les activités de sensibilisation ayant touché près de 1 000 personnes grâce à des partenariats dynamiques avec les confessions religieuses. L'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) a transmis six dossiers importants à la justice, mettant en lumière des écarts significatifs entre les revenus légitimes et les patrimoines déclarés des agents concernés. Cette action vise à lutter contre la corruption et à renforcer la transparence au sein des institutions publiques.

Le Président de l'OCLEI a également sollicité la construction d'un siège pour sa structure afin d'améliorer les conditions de travail de ses agents. Cette initiative a été saluée par le Général GOÏTA, qui la considère en adéquation avec la politique du Gouvernement visant à renforcer les capacités des institutions publiques.

Le vendredi 22 novembre 2024, le Général d'armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition et de la Confédération des États du Sahel (AES), a reçu en audience les ministres en charge de la Sécurité des trois pays membres de la Confédération. Cette rencontre marque une étape décisive dans l'harmonisation des documents de voyage et d'identité au sein de l'espace AES.

Présentation des Avancées et Objectifs de l'Initiative

À l'issue de l'audience, le Général de Brigade Mohamed TOUMBA, Ministre d'État et Ministre de l'Intérieur du Niger, a exposé les objectifs et les progrès de cette initiative. Les travaux des experts ont abouti à la validation de documents clés visant à faciliter la mobilité des populations au sein de l'espace AES, simplifier les procédures administratives, promouvoir l'intégration économique et répondre aux besoins des habitants des trois pays.

Accessibilité des Nouveaux Documents

Le Président Assimi GOÏTA a souligné l'importance de rendre rapidement accessibles ces nouveaux documents à la population. Le projet prévoit d'adopter le passeport en vigueur au



Burkina Faso comme modèle pour les trois pays, et la carte nationale d'identité biométrique du Mali comme référence pour l'ensemble de l'espace AES. Ce plan d'action ambitieux devrait être mis en œuvre d'ici 2025, favorisant ainsi une mobilité accrue et une meilleure intégration régionale.

Cérémonie de Promotion aux Grades Militaires

Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a présidé la cérémonie de promotion aux grades de Général de Corps d'Armée et de Division au Mali. Cette cérémonie officielle a rassemblé de nombreuses personnalités, témoignant de l'importance

accordée à la reconnaissance et à la valorisation des officiers généraux dans le pays. Lors de cet événement, le Chef suprême des Armées a remis les insignes aux nouveaux Généraux de Corps d'Armée et de Division. Le Général Assimi GOÏTA a été promu au grade de Général d'Armée de manière exceptionnelle lors de la session ordinaire du Conseil des ministres du 16 septembre 2024. De même, Malick DIAW, Sadio CAMARA, Ismaël WAGUE et Modibo KONE ont été élevés au rang de Généraux de Corps d'Armée, tandis qu'Abdoulaye MAIGA a été nommé Général de Division, également de manière exceptionnelle.

En outre, Daoud Aly MOHAMMEDINE, Abdrahamane BABY, Abdoulaye CISSE, Moussa Moriba

TRAORE et Kéba SANGARE ont été promus au grade de Général de Division. Ces officiers ont exprimé leur reconnaissance envers le peuple malien, à qui ils dédient ces promotions. Le Général de Division Kéba SANGARE, Chef d'État-major Général adjoint des Armées et porte-parole des récipiendaires, a souligné que ces distinctions étaient un immense honneur et un appel à davantage de responsabilités pour mériter la confiance du peuple.

Il a également mis en avant les efforts et les succès de l'Armée malienne depuis le début de la Transition dans la reconquête territoriale, ainsi que le soutien du peuple malien et des autorités de la Transition. Il a évoqué la solidarité des pays de la Confédération des États du Sahel dans la lutte contre les menaces communes, soulignant le rôle central de l'armée dans la vision patriotique du Président de la Transition. Le Général SANGARE a affirmé que "Une démocratie solide repose sur une armée forte" dans son discours.

Nomination du Général de Division Abdoulaye Maiga en tant que Premier ministre

Enfin, afin d'accomplir sa mission conformément à ses aspirations et en se basant sur la confiance qu'il a en lui-même, le Général de Division Abdoulaye Maiga a été désigné Premier ministre.

Karamoko B Keita



MALIKILÉ - N°1703 du 06/01/2025 Quotidien d'information et de communication



CAISSENATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM)

a été alertée sur l'existence de sociétés qui affilient et enrôlent frauduleusement des personnes non assujetties au Régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO).

Les dites sociétés délivrent des cartes AMO à des individus qui ne remplissent pas les conditions requises pour des prestations du régime de l'AMO.

En vue de faire valoir ses droits, la CANAM a porté plainte contre deux sociétés qui procèdent à ces pratiques.

Après les différentes auditions, les responsables de ces deux sociétés ont été mis sous mandat de dépôt en attendant leur procès.



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants.
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants.
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY

Directeur Général Chevalier de l'Ordre National

Yeah Samaké : Un acteur clé de la promotion du dialogue interreligieux



e célèbre Ambassadeur Yeah Samaké, reconnu pour son engagement en faveur du dialogue interreligieux et de la paix, a récemment séjourné à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso. Accompagné de membres de son cabinet, il a été chaleureusement accueilli par le président de la Fédération Ançars Dine Internationale (FADI). M. Salamantao.

Lors de cette visite, un moment de spiritualité intense et empreint de fraternité a marqué la première soirée. En effet, une nuit de prêche animée par le Cherif Ahmed Tidiane Haïdara, fils du guide suprême des Ançars, a permis aux participants d'échanger sur des valeurs communes et de renforcer les liens entre les différentes communautés.

La participation de Yeah Samaké au 53ème pèlerinage de l'Église Catholique du Mali à Kita a également été remarquée. Accompagné d'une délégation de son cabinet, il a pris part à la grande messe organisée à la paroisse locale, témoignant ainsi de son engagement en faveur du dialogue interreligieux et de la promotion de la paix.

Cet événement a rassemblé de nombreuses personnalités de haut rang, parmi lesquelles le Ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes, le Ministre de l'Agriculture, le Gouverneur de Kita, le Préfet, ainsi que des responsables politiques, administratifs, coutumiers et religieux. Les fidèles chrétiens présents ont également activement participé à cette célébration spirituelle. L'Église Catholique du Mali a exprimé sa profonde gratitude envers Yeah Samaké pour son geste généreux envers les pèlerins. En effet, la construction d'un château d'eau d'une valeur de 8.900.000 FCFA a permis aux participants d'avoir accès à l'eau potable, améliorant ainsi leur confort et leur bien-être.

Dans son discours, Yeah Samaké a souligné que "diriger, c'est servir, ni plus ni moins", réaffirmant ainsi son engagement à travailler pour le bien-être des communautés maliennes. Son acte de solidarité et de service public illustre sa volonté de contribuer activement au développement et à la cohésion sociale au Mali, au-delà des différences religieuses et culturelles.

Enfin, le Ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes a inauguré un forage d'eau dans la cour de la mission à Kita, financé par Monsieur Niankoro Yea Samaké à travers sa fondation Empower Mali. Cette action concrète témoigne de l'engagement continu de Yeah Samaké en faveur de l'amélioration





des conditions de vie des populations et de la promotion du dialogue interreligieux dans la région.

Cette série d'initiatives souligne une fois de plus le rôle essentiel de Yeah Samaké en tant qu'acteur clé de la promotion du dialogue interreligieux et de la construction d'une société plus inclusive et pacifique.

Le président de la conférence épiscopale du Mali, Monseigneur Jonas DEMEBELE, s'est montré extrêmement satisfait d'une initiative menée et a exprimé sa profonde gratitude envers le bienfaiteur et le Ministre pour leurs efforts visant à améliorer les conditions du

pèlerinage catholique. Il a également adressé ses remerciements au général d'armée Assimi GOITA, Président de la transition, pour sa contribution à la réalisation de deux forages et d'autres actions en faveur de la communauté catholique du Mali.

Au cours d'une rencontre avec les adeptes de son ami et collaborateur, le guide spirituel des ancardines international Aseid Cherif Ousmane Madani HAIDARA, son Excellence Yeah Samake, Ambassadeur, a fait don d'un château au comité des ancardines international de Ouelessebougou, sa terre natale.

De manière urgente, son Excellence Yeah Sa-

maké, Ambassadeur, a également offert un château d'eau au comité des ancardines international de Ouelessebougou pour résoudre leur problème d'accès à l'eau potable au siège, au nom du guide spirituel des ancardines international Aseid Cherif Ousmane Madani HAIDARA, également président du haut conseil islamique du Mali.

Par ailleurs, la Fondation EMPOWER MALI a généreusement fait un don d'une valeur de 55 millions de FCFA à la Fondation CHERIFLA. La cérémonie de remise a eu lieu le jeudi 12 décembre 2024 au centre de santé Cherifla à Bamako.

L'Association des Groupements d'Églises et Protestantes Évangéliques du Mali (AGEM-PEM) a inauguré un château d'eau sur le site qui abritera son nouveau siège. Ce projet, offert généreusement par l'ambassadeur Yeah Samaké, s'inscrit dans une vision de service et de solidarité intercommunautaire. La cérémonie a rassemblé plusieurs personnalités, dont l'ambassadeur Yeah Samaké accompagné de son épouse Marissa Coutinho Samake, le représentant de la Fondation Stirling, Oumar Traoré venu spécialement des États-Unis, le délégué spécial de l'AGEMPEM, Nouhoum Yattara, ainsi que le chef de cabinet du ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Djibril Sissoko.

Cet ouvrage symbolise bien plus qu'un simple accès à l'eau potable. Il reflète l'engagement de Yeah Samaké pour le bien-être des communautés, tout en renforçant la cohésion sociale entre les différents acteurs religieux et sociaux du Mali. L'AGEMPEM a exprimé sa reconnaissance envers le donateur et tous les partenaires impliqués, saluant un geste ré-



pondant à un besoin essentiel tout en incarnant une vision de paix et de solidarité.

Ces actions de générosité et de solidarité contribuent à améliorer les conditions de vie des communautés et témoignent de l'engagement de divers acteurs en faveur du bien-être des populations au Mali.

Yacouba Ongoiba



Choguel Kokalla Maiga: Le Contre-Homme de l'année 2024



écerné pour la première fois en 1927 par le magazine américain « Time », le titre de l'Homme de l'année, qui symbolise la personne qui a le plus marqué l'année précédente « pour le meilleur ou pour le pire », s'est, pour ainsi dire, universalisé. Votre quotidien numérique « Malikilé » s'adonne à l'exercice depuis plusieurs années et n'a jamais rencontré de difficultés sérieuses pour mettre la Rédaction d'accord sur une personnalité, après, bien évidemment des débats internes intenses. Pour 2024, le choix de l'ancien Premier ministre, Choquel Kokalla Maiga s'est imposé. Mais pour le pire cette fois-ci. Ainsi, pour lever toute équivoque, nous l'appelons le Contre-homme de l'année 2024. Celui qui en effet, il y a à peine trois ans, tutoyait les cimes du pouvoir et de la popularité, s'est, du jour au lendemain, retrouvé dans les poubelles de l'histoire récente du Mali. Du haut du rônier, il se retrouve, comme on dit ici au Mali, dans un puits. Mais un compagnon de route, qu'il a ensuite combattu et qui semble le connaître mieux que quiconque, avait prédit « Le pire adversaire de Choguel s'appelle Choguel. Sa bouche et sa cupidité feront sa perte. Je n'ai pas besoin de le combattre. ». Cette prédiction s'est avérée juste.

Nommé à la Primature à la suite d'un accord dénommé « Partenariat stratégique » entre le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) et l'ex-Comité national pour le salut du peuple (CNSP), Choguel Kokalla Maiga a brillé de mille feux aussi longtemps qu'il est resté adossé à son mou-

vement d'origine et appliquait le programme de celui-ci. Ainsi, conformément à la vision du M5-RFP déclinée dans un document intitulé les « 10 points et 17 mesures » qu'évoque l'ancien Premier ministre dans son fameux « Mémorandum du M5-RFP à l'occasion de l'An III de la rectification de la trajectoire de la transition: 24 mai 2021-24 mai 2024 » et à l'adhésion et la détermination de l'aile militaire de la Transition, des réalisations importantes ont pu être accomplies. Dans ce registre, on peut pêle-mêle citer les choix souverainistes du Mali qui se sont traduits par le retrait du pays des troupes militaires étrangères Takuba, Barkhane, G5-Sahel, Minusma, Eutm, Eucap. Il s'ajoute à ce volet militaire le départ du Mali de la CEDEAO, la Refondation institutionnelle et politique, avec le passage à la 4ème Répu-

MALIKILÉ - Nº1703 du 06/01/2025 Quotidien d'information et de communication

blique dotée d'une nouvelle Constitution, la mise en œuvre du Plan d'actions du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat, la Refondation du système biométrique de l'état civil (Mali Kura Biométrie), la signature et la mise en œuvre du Pacte de stabilité sociale et de croissance mais surtout les Assises Nationales de la Refondation (ANR).Il faut aussi citer le seul exemple d'une initiative que Choquel Maiga met à son actif personnel : le discours qu'il a prononcé à la tribune des Nations Unies le 25 septembre 2022. D'ailleurs faut-il le croire sur ce point ? Car dans une vidéo datée du 3 janvier, il affirme au cours de sa réponse aux vœux des militants de son parti, d'une part que nul n'avait lu le discours avant son prononcé devant l'Assemblée générale, pour ensuite, quelques secondes plus tard, affirmer qu'il avait refusé de suivre les diplomates qui lui demandaient de biffer certains passages notamment celui relatif « à l'abandon en plein vol ». Quelqu'un d'autre avait-il lu le discours ou pas ? À Choquel de se démêler de ses propres contradictions. Mais il croit tenir par cet épisode sa gloire que sa propre

parole vient malheureusement fissurer pour en faire une gloriole.

Mais voilà que le pouvoir lui montant à la tête, Choquel se mit à combattre ceux qui l'ont fait roi : les membres du Comité stratégique du M5-RFP. Il y suscita des crises, procéda à des purges jusqu'à sa dernière tentative qui a vu l'arroseur arrosé. L'ancien président du Comité stratégique voulant exclure d'éminents membres du M5-RFP se vit désavouer puis exclu du mouvement. Le roi était désormais nu, sans armure ni parure et les militaires qui n'en demandaient pas tant lui firent chèrement payer certaines de ses outrecuidances passées. Il fut dépouillé de toutes ses prérogatives mais conservé à la Primature comme une pièce de musée que les associations les moins significatives venaient voir pour lui demander de parrainer n'importe quelle activité futile ou folklorique. Désœuvré et esseulé, il acceptait tout juste pour le décor : apparaître au journal de 20 heures de l'ORTM avec des discours extravagants, creux aux contenus douteux voire mensongers et donner du « blé à moudre » à ses « Videoman ».

L'ex-grand Choquel, que dans un excès de lyrisme un de ses thuriféraires, repris de justice, a affirmé être l'homme le plus populaire de l'espace AES et possible Premier ministre du Burkina Faso ou du Niger au cas où le Mali le débarquerait, a choisi, pour rester Premier ministre de s'agenouiller, de s'aplatir, de « grioter » puis de se renier. Lui arriva donc ce qui arrive à toute personne dépersonnalisée : le mépris et le rejet. Il fut donc méprisé par le Président de la Transition qui a fini par découvrir les travers de l'homme qui ne cessait pourtant de l'encenser et rejeté par le peuple qui l'adulait il n'y a pas si longtemps. Les manifestations qui l'ont condamné de Kayes à Kidal se passent de tout commentaire. Pleurnichard, mais iamais démissionnaire, il tint le samedi 16 novembre 2024, son meeting de survie politique car il se savait condamné à quitter la Primature. Il savait que son limogeage n'était plus qu'une question de jours mais voulait, dans un ultime baroud d'honneur, renverser la tendance en se posant en victime.

Toute honte bue, comme un opposant, il fulmina : « Tout se passe dans l'opacité totale, à





l'insu du Premier ministre. La Transition est sensée prendre fin le 26 mars 2024. Mais elle a été reportée sine die, unilatéralement, sans débat au sein du Gouvernement. La suite est connue de tous. Aujourd'hui encore, il n'existe aucun débat sur la question, le Premier ministre est réduit à se contenter des rumeurs de la presse ou à une interprétation hasardeuse des faits et gestes du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Le Gouvernement n'a aucune information sur le programme ni le plan d'actions de l'AIGE (Autorité Indépendante de Gestion des Élections) ».

Enfonçant le clou « l'espoir s'amenuise, avec la recrudescence de l'insécurité et le manque de perspective. Nous étions bien partis, forts de l'appui de la Nation tout entière. Nous étions modèles. Aujourd'hui, ne sommes-nous pas en passe d'être dépassés ? Il y a un véritable risque de graves reculs aussi bien politiques que sociaux.

Ne voulant s'arrêter en si bon chemin, il poursuit « ce qu'il m'est donné de constater est tout simplement stupéfiant. Entre 1991 et 2021, donc en 30 ans, il y a eu la création de deux cents (200) partis politiques au Mali. Entre 2021 et 2023, en deux, et après les ANR, il y a eu la création avec délivrance de récépissés de cent (100) partis politiques! Qu'estce à dire ? Uniquement ceci : une volonté délibérée d'en ajouter à la confusion ; plus il y en aura, plus il sera loisible de les manipuler ». Avaler tout ça, continuer à toucher tranquillement ses fonds de souveraineté pour ensuite venir pleurnicher en invitant les autres à pleurnicher sur son sort n'a qu'un qualificatif : le dégoût. Et fait de son auteur le contre-homme parfait de l'année. Celui qui a excellé dans le pire. Et qui a pris ses distances avec une vertu cardinale de nos valeurs ancestrales : la Dignité!

Épitaphe en Post-scriptum : nous apprenons que le Bureau du Vérificateur Général a relevé dans la gestion de l'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel (AGEFAU) dont l'ancien Premier ministre Choguel Kokalla Maiga était le Président du Conseil d'Administration que :

- le 23 décembre 2023, au lieu de 75.000 F de frais de mission, le Premier Ministre Choguel a perçu 15.000.000 F pour 1 jour de voyage à moins de 200 kms de Bamako ; 3.460.000 F auraient été partagés entre d'autres compères. Le prix du silence ?''- Les 27 et 28 décembre 2023, au lieu de 150 000 F de frais de mission, le Premier Ministre Choguel a perçu 20 000 000 F pour 2 jours de voyage ; 8 420 000 ont encore servi de prix du silence.
- Sa forte délégation de courtisans non officiels aurait aussi été grassement payée. Des ordres de recette seraient-ils en vue ?

Peut-être que Choguel Maiga va payer puis nier lorsque la bourrasque passera. Mais ce jeu est maintenant éculé.

Moctar Sow



HOROSCOPE



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre



Balance (23 septmbre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses



Taureau (20 avril- 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de solidifier vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peutêtre l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gérerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en counle



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre counle.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication



Vierge (23 août 23 septmbre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas



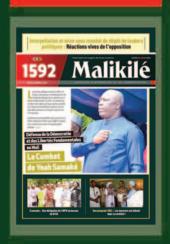
Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels

MALIKILÉ - Nº1703 du 06/01/2025



Malikilé



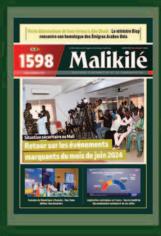






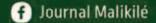








Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :





© +223 70 44 22 23



ampikile@gmail.com



mww.malikile.com